

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

Communauté d'universités et établissements de Toulouse (COMUE)

41 allées Jules Guesde

CS 61321

31013 Toulouse Cedex 6

Tél. : 05.61.14.80.11.



Marché n° 2025-073

Fourniture, installation et maintenance d'une cellule de soudage
cobotisée pour l'Usine-Ecole de Pad'Occ

*Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2
1° du code de la commande publique*

Cahier des Clauses Administratives Particulières

(C. C. A. P.)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	PREAMBULE	4
ARTICLE 2 :	GENERALITES	4
2.1	Objet du marché.....	4
2.2	Procédure	4
2.3	Allotissement.....	4
2.4	Forme du marché	4
2.5	Tranches	4
2.6	Prestations supplémentaires éventuelles	4
2.7	Variantes.....	5
2.8	Lieux d'exécution	5
ARTICLE 3 :	DUREE ET DELAIS	5
3.1	Durée du marché	5
3.2	Délais d'exécution ou de livraison	5
ARTICLE 4 :	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	6
ARTICLE 5 :	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
5.1	Adresse de livraison	7
5.2	Stockage, emballage, transport et gestion des déchets.....	7
5.3	Conditions de livraison	8
ARTICLE 6 :	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
6.1	Réception des travaux.....	8
6.2	Déroulement de la réception des travaux	8
6.3	Documents fournis après exécution	9
6.4	Réception des machines	10
6.5	Réception des autres prestations	15
6.6	Vérification quantitative	15
6.7	Vérification qualitative	15
ARTICLE 7 :	GARANTIES DES PRESTATIONS	15

ARTICLE 8 :	GARANTIES FINANCIERES.....	16
ARTICLE 9 :	AVANCE	16
ARTICLE 10 :	PRIX DU MARCHE	16
10.1	Monnaie	16
10.2	Taux de TVA	17
10.3	Autoliquidation pour les travaux.....	17
10.4	Caractéristiques des prix pratiqués	17
10.5	Modalités de variations des prix	17
ARTICLE 11 :	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	18
11.1	Acomptes et paiements partiels définitifs.....	18
11.2	Présentation des demandes de paiement	19
11.3	Délai global de paiement.....	21
ARTICLE 12 :	PENALITES	21
12.1	Pénalités de retard	22
12.2	Pénalités pour absence à une réunion	22
12.3	Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé.....	22
12.4	Pénalités liées au repliement des installations de chantier, remise en état des, lieux et nettoyage du chantier	23
ARTICLE 13 :	ASSURANCES	23
ARTICLE 14 :	RESILIATION DU MARCHE	23
ARTICLE 15 :	DROIT ET LANGUE.....	24
15.1	Différends et litiges.....	24
15.2	Langue.....	24
ARTICLE 16 :	DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	25

ARTICLE 1 : PREAMBULE

L'objet de ce marché est de présenter la technologie permettant d'effectuer des opérations de soudage de manière sécurisée et automatisée, sans remplacer le personnel qualifié, mais en l'intégrant à la valeur ajoutée du processus, afin d'optimiser la performance et la rentabilité des opérations de soudage.

Cette technologie sera présentée au travers de la cellule de soudage cobotisée, qui fera partie du processus industriel vitrine en tant que preuve de concept générique.

ARTICLE 2 : GENERALITES

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture, l'installation et la maintenance d'une cellule de soudage cobotisée pour l'Usine-Ecole Pad'Occ.

Cette procédure fait suite à une précédente consultation classée sans suites pour infructuosité.

2.2 Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée en application des articles L.2124-1 et -2 et R. 2124-1 et -2 1° du code de la commande publique.

2.3 Allotissement

L'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, il n'est pas alloti.

2.4 Forme du marché

Le présent contrat est un marché simple de fourniture et installation de la cellule de soudage cobotisée et sa maintenance, à prix globaux et forfaitaires.

2.5 Tranches

Le marché ne fait pas l'objet de tranches.

2.6 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

2.7 Variantes

Il n'est pas possible de présenter des variantes dans le cadre de ce marché.

2.8 Lieux d'exécution

Les fournitures devront être livrées à l'adresse postale suivante :

Magasin de la Maison de la Formation Jacqueline Auriol (MFJA)

6 avenue Bernard Maris, 31400 Toulouse.

Les fournitures devront ensuite être installées dans l'Usine-Ecole de Pad'Occ, l'emplacement étant précisé en annexe du CCTP.

ARTICLE 3 : DUREE ET DELAIS

3.1 Durée du marché

La fourniture et l'installation de la cellule de soudage cobotisée seront effectués dans les délais fixés dans le calendrier fourni par le titulaire du marché dans son offre.

La partie relative à la maintenance est conclue pour une durée d'un an (1) à compter de la notification du marché et renouvelable trois (3) fois pour une durée d'un (1) an par tacite reconduction, sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans. La décision de non-reconduction devra avoir lieu deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

3.2 Délais d'exécution ou de livraison

La fourniture et l'installation de la cellule de soudage cobotisée seront effectués dans les délais fixés dans le calendrier fourni par le titulaire du marché dans son offre.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de livrer à la date prévue pour des raisons exceptionnelles qui n'engagent pas sa responsabilité, il doit en aviser par mail avec accusé de réception le pouvoir adjudicateur en précisant les causes du retard à l'adresse marche@univ-toulouse.fr

Le pouvoir adjudicateur pourra alors envisager de suspendre l'application de pénalités à sa discrétion car il appartient toutefois aux candidats de choisir les réseaux et partenaires lui garantissant les meilleurs résultats.

Cette possibilité de suspension est laissée à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur selon le caractère exceptionnel des dysfonctionnements évoqués et les problèmes provoqués.

ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ
--

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non-écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Notification : En application de l'article 3.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par la COMUE et de ses annexes au titulaire.

Cette remise sera opérée via la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr.

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Les prestations à exécuter sont définies dans le CCTP du présent marché.

5.1 Adresse de livraison

Les fournitures devront être livrées à l'adresse postale suivante :

Magasin de la Maison de la Formation Jacqueline Auriol (MFJA)
6 avenue Bernard Maris, 31400 Toulouse.

Le titulaire devra prendre systématiquement en charge la manutention jusqu'au point de livraison final.

Les livraisons non réceptionnées (bon de livraison non signé) ne seront pas réglées.

Les livraisons devront donc être organisées en amont par le titulaire afin que le responsable de la réception de la commande soit présent sur le site aux dates et heures de la livraison effective.

5.2 Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Le stockage, l'emballage, le transport et la gestion des déchets seront effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

5.3 Conditions de livraison

Les articles devront être emballés de sorte à empêcher la détérioration au cours du transport et des manipulations. Le titulaire a la charge du conditionnement et de l'emballage.

Une attention toute particulière devra être apportée aux produits fragiles. Le titulaire reste responsable du produit jusqu'à sa livraison. Dans le cas où un article arriverait détérioré, le titulaire serait tenu de le remplacer à ses frais.

Il est demandé au titulaire de proposer des emballages respectueux de l'environnement.

La livraison est réalisée selon les disponibilités du service bénéficiaire.

L'emballage, le transport et le déchargement sont à la charge du titulaire et exécutés sous sa responsabilité.

Le titulaire demeure responsable de l'intégralité de la fourniture jusqu'à sa livraison.

ARTICLE 6 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS
--

6.1 Réception des travaux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- Procéder à l'évacuation des déblais ;
- Nettoyer les installations ;
- Réparer et remettre en état les installations détériorées.

Ces prestations, dues par le titulaire, sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

6.2 Déroulement de la réception des travaux

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, la réception des travaux du présent marché se déroule comme suit :

Le titulaire avise la COMUE, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

La COMUE convoquera le titulaire aux OPR (opérations préalables à la réception) dans le délai de 10 jours ouvrés suite à l'information par le titulaire de la date de fin des travaux.

Ces opérations préalables font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le représentant de la COMUE et signé par lui et par le titulaire.

La réception des travaux est expresse. La COMUE décide si la réception est ou non prononcée avec réserves selon les OPR. La décision de réception doit être notifiée au titulaire dans les 30 jours suivant les OPR.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux. La garantie décennale commence à courir à partir de ce jour.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

6.3 Documents fournis après exécution

Le titulaire devra remettre au représentant les documents suivants :

- Au plus tard 7 jours calendaires avant le jour des opérations préalables à la réception les éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) mis à jour comprenant :

- les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés,
- les notices de fonctionnement,
- les prescriptions de maintenance.

Les documents sont présentés en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire reproductible sur support physique électronique aux formats PDF

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

6.4 Réception des machines

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, la réception des machines et de leur installation se déroule comme suit :

La constatation de l'exécution des prestations se fera de manière expresse par le Pouvoir adjudicateur sur l'ensemble des prestations.

Le Titulaire est réputé avoir rempli ses obligations s'il a déployé l'effort nécessaire pour obtenir le meilleur résultat possible, en exploitant ses connaissances et son expérience, compte tenu de l'état le plus récent des règles de l'art, de la réglementation et de la législation en vigueur.

La réception des machines s'opèrera en 2 phases, organisées et matérialisées par :

- un procès-verbal (P.V) Phase 1, qui a pour but de vérifier que la livraison totale présente les caractéristiques fonctionnelles et techniques qui les rendent aptes à obtenir les résultats attendus.
- un procès-verbal Phase 2, qui a pour but de constater que la machine est capable d'assurer la production des pièces figurant au CCTP dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions précisées par le marché et par la documentation.

Phase 1

1 – La COMUE établit un PV de livraison puis met en œuvre les tests. Si lors de ces tests, des anomalies bloquantes sont constatées, elles sont immédiatement prises en compte par le titulaire. Le Titulaire dispose de 5 jours ouvrés pour traiter les éventuelles anomalies bloquantes.

A l'issue de cette période de tests, la COMUE constate la conformité avec les spécifications annoncées. La COMUE rédige le PV de Phase 1 et confirme la validation du produit.

En cas de non-conformité, la COMUE rédige un compte-rendu sur lequel il décrit les demandes de corrections à faire par le titulaire.

2 - A la réception de ce compte rendu, dont il accuse réception, le Titulaire dispose de 10 jours ouvrés pour réaliser les modifications demandées. Les nouveaux produits livrés sont alors testés pendant 10 jours ouvrés. A l'issue de cette nouvelle période de tests, la COMUE rédige un nouveau compte-rendu qui fait apparaître de la même façon :

- soit la conformité avec les spécifications annoncées : dans ce cas, la COMUE poursuit les tests pour arriver à l'exhaustivité. Si les résultats sont conformes aux résultats attendus, la COMUE rédige le PV et poursuit les opérations de qualification du produit avec la phase 2, sinon la procédure reprend selon la modalité 2 avec un délai de 5 jours ouvrés pour le Titulaire pour effectuer les corrections.

- soit la non-conformité : dans ce cas, la COMUE décrit de nouveau les corrections à faire dans un nouveau compte-rendu de VA intermédiaire et le processus reprend au point 2 avec un délai maximum de 10 jours ouvrés au Titulaire pour effectuer les corrections.

3 - Si à l'issue d'une troisième période de tests, les résultats constatés ne sont pas ceux escomptés, la COMUE convoque le comité de suivi qui statue sur les corrections à apporter : elles ouvrent une nouvelle période de développement pour le Titulaire qui en sera pénalisé (paiement au prorata des prestations reconnues conformes et au nombre de jours ouvrés de retard pris sur la date prévue de la phase 2).

4 - Si à l'issue des périodes de tests de phase 1, les résultats constatés sont conformes à ceux attendus, la COMUE certifie la validité des applications et poursuit la procédure de réception avec la phase de qualification constituée des tests de vérification.

Phase 2 :

Des navettes avec le Titulaire sont possibles si des demandes de corrections directement liées à l'implantation du produit apparaissent. Si des anomalies bloquantes sont détectées, elles sont immédiatement corrigées par le titulaire. Un compte-rendu est établi à la fin de la phase et peut déboucher :

- soit sur un procès-verbal lorsque le fonctionnement du produit est conforme avec les résultats escomptés,
- soit sur une correction des anomalies constatées et reprise de la phase de tests (au maximum 3 fois).

Si, à l'issue de la date prévue de fin de la phase 2 des anomalies sont encore constatées, la COMUE statue sur les suites à donner au produit :

- soit il est décidé un retard de livraison, auquel cas la COMUE signe un compte-rendu de réfaction du montant des prestations,
- soit la nature des corrections à apporter n'entache pas le bon fonctionnement du produit et sont qualifiées de souhaitables : elles sont alors intégrées au prochain patch correctif (sans facturation supplémentaire).

Dans le cas de désaccord persistant sur les procédures de qualification, la COMUE arbitre le différend.

La COMUE effectue une dernière série de tests de qualification permettant de vérifier le bon fonctionnement du produit. A l'issue de cette dernière phase, un PV de réception définitive de réalisation est établi. Si des anomalies liées directement au produit livré apparaissent pendant cette phase, le Titulaire doit effectuer les corrections dans un délai maximum de 3 jours ouvrés.

Protocole de vérification de la phase 1

La Phase 1 a pour objectif de constater que la machine livrée présente les caractéristiques fonctionnelles et techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions précisées au C.C.T.P. et à l'engagement du titulaire dans son offre technique.

Si la phase 2 est satisfaisante, le pouvoir adjudicateur établit un procès-verbal contradictoire de constat. Le titulaire du marché procède à la mise en production.

Le pouvoir adjudicateur procède ensuite à la vérification de la phase 2.

En revanche, si la phase 1 n'est pas satisfaisante, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'ajournement des prestations, soit le rejet définitif de la machine.

En cas d'ajournement notifié par la personne publique, le titulaire du marché dispose d'un délai de cinq (5) jours calendaires pour finaliser le paramétrage de la machine.

A l'issue de cette seconde période, si la vérification est positive, la personne publique établit un procès-verbal contradictoire de constat puis procède à la mise en production de la machine et à la phase 2

Toutefois, si cette seconde vérification n'est pas satisfaisante, le pouvoir adjudicateur peut prononcer le rejet de la prestation et résilier le marché aux torts du titulaire.

Conséquence du rejet des prestations après la Phase 1

En cas de rejet de la prestation, le titulaire du marché est tenu de rembourser les avances et acomptes qu'il a déjà perçus. La machine rejetée est récupérée par le titulaire.

Protocole de vérification Phase 2

La Phase 2 a pour but de constater que la solution est capable d'assurer un fonctionnement conforme aux prescriptions du C.C.T.P. et à l'engagement du titulaire dans son offre. Durant cette phase, le titulaire fournit l'assistance technique nécessaire à la correction des anomalies (bogues, anomalies mineures et majeures...).

Si la vérification de la Phase 2 est positive, la COMUE prononce l'admission des machines.

Si la vérification est négative, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'ajournement des prestations, en vérifiant pendant une nouvelle période de deux (2) semaines maximum la régularité du service après correction par le titulaire du marché, des erreurs constatées, soit l'admission avec réfaction lorsque les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, soit le rejet de la machine.

En cas d'ajournement notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur, le prestataire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour procéder à une nouvelle présentation et effectuer les mises au point nécessaires au bon fonctionnement de la machine ou présenter ses observations.

Ce délai court à compter de la notification de la décision d'ajournement par le pouvoir adjudicateur. En cas de silence du titulaire, ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations à l'expiration de ce délai, le pouvoir adjudicateur peut prononcer soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Les délais accordés au titulaire du marché ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution.

Admission

A l'issue de la période de vérification de la Phase 2, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours ouvrés pour notifier sa décision au titulaire du marché.

L'admission des prestations est prononcée lorsque les prestations sont conformes aux spécifications énoncées dans le C.C.T.P. La personne publique peut prononcer l'admission de la machine avec réfaction lorsque les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché peuvent être utilisées en l'état.

Lorsque les prestations sont admises avec réfaction, la personne publique notifie sa décision motivée au titulaire du marché. Le titulaire du marché dispose d'un délai de cinq (5) jours pour présenter ses observations ; son silence, à l'issue de ce délai, emporte acceptation de la décision de la COMUE. Si le titulaire présente des observations, la personne publique dispose d'un délai de cinq (5) jours pour lui notifier une nouvelle décision ; le silence du pouvoir adjudicateur à l'expiration de ce délai emporte acceptation des observations du titulaire du marché.

Conséquence du rejet des prestations lors des opérations d'admission de la machine

En cas de rejet de la prestation, le titulaire du marché est tenu de rembourser les avances et acomptes qu'il a déjà perçus. La machine rejetée est récupérée par le titulaire.

6.5 Réception des autres prestations

Le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification des prestations n'ayant pas fait l'objet d'une réception spécifique dans un délai maximal de 15 jours après l'exécution de la prestation.

En cas d'observations, celles-ci seront notifiées par écrit (courriel) au titulaire du marché dans le délai sus-indiqué et le titulaire du marché sera alors tenu de procéder à la mise en conformité avec application de pénalités à compter de la date de refus de cette réception (article 12).

Le contrôle s'effectuera sur différents critères :

- Vérification quantitative,
- Vérification qualitative.

6.6 Vérification quantitative

Ces opérations de vérifications consistent à contrôler la conformité entre la quantité définie au bon de commande, celle portée sur le bordereau de livraison et celle effectivement livrée/exécutée.

Si la quantité livrée/exécutée n'est pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en demeure, soit de reprendre à ses frais la marchandise en excédent, soit de compléter la livraison ou l'exécution de la prestation dans un délai qu'il lui prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bordereau de livraison, le bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leurs représentants.

6.7 Vérification qualitative

Ces opérations de vérifications consistent à contrôler la conformité des articles livrés avec les spécifications du marché.

Si les articles livrés ne sont pas conformes, ils seront refusés et devront être remplacés immédiatement par le titulaire du marché sur demande écrite du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 : GARANTIES DES PRESTATIONS
--

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière.

Par dérogation à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S., les prestations doivent être couvertes par une garantie de 24 mois. Le délai de garantie commencera à courir à partir de la validation de la réception technique.

ARTICLE 8 : GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 9 : AVANCE

Si les conditions définies à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique sont remplies, une avance est versée.

Si le titulaire est une PME l'avance est de 30%.

Si le titulaire n'est pas une PME alors l'avance est de 5%.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant défini à l'acte d'engagement.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et 12 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 : PRIX DU MARCHE

10.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.2 Taux de TVA

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur. Les évolutions du taux de TVA s'appliquent de plein droit sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

10.3 Autoliquidation pour les travaux

Autoliquidation : Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'autoliquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat.

Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant, de la nature et du montant des prestations sous-traitées justifiant l'autoliquidation au sein de la demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement dudit sous-traitant.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « autoliquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

10.4 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix fixés dans la DPGF annexée à l'acte d'engagement.

10.5 Modalités de variations des prix

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification du marché selon les modalités ci-après :

Il est demandé au titulaire de formuler sa demande 1 mois avant l'échéance, passé ce délai la demande de révision sera rejetée.

Le délai commence à courir à compter de la notification du marché. La demande doit être envoyée au service marché de la COMUE : marche@univ-toulouse.fr

Lors de la demande de révision, le titulaire indique le mois de l'indice utilisé pour le calcul.

La révision entre en vigueur 1 mois après la notification à la COMUE sans observation de sa part.

La révision se fera selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times I/I_o)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P_o : prix initial fixé à la date de remise des offres

I : dernière valeur connue de **l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 28.4 – Machines de formage des métaux et machines-outils**, au moment de la demande de révision et disponible à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764244>

I_o : **Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 28.4 – Machines de formage des métaux et machines-outils**, à la date de remise des offres.

La formule de révision a pour but de prendre en compte, en hausse comme en baisse, l'évolution des conditions économiques existantes lors de l'établissement du prix de l'offre.

La remise générale consentie sur les articles du catalogue sera fixe pour la durée de l'exécution du marché.

ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES
--

11.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre du code de la commande publique sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des prestations fait l'objet d'acomptes dans les conditions suivantes :

Objet du paiement	# Document	Type de document	Moment de réalisation	Pourcentage de paiement
Fourniture et installation de l'équipement	1	Bon de commande	Suite à la notification	30%
	2	Attestation de service fait	Suite à la validation de la livraison	30%
	3	EXE 4	2 jours avant la fin de l'installation	--
	4	EXE3	Suite à la validation de la réception technique	40%
	5	EXE6	Suite à la validation de la réception technique	
Formation	6	Attestation de service fait	A l'issue de la formation	100%
Maintenance 2026	7	Attestation de service fait	A l'issue de l'intervention	100%
Maintenance 2027	8	Attestation de service fait	A l'issue de l'intervention	100%
Maintenance 2028	9	Attestation de service fait	A l'issue de l'intervention	100%
Maintenance 2029	10	Attestation de service fait	A l'issue de l'intervention	100%

11.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures dématérialisées devront obligatoirement être déposées sur le portail Chorus Pro

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret de la COMUE : 130 021 322 00016

Code service exécutant : 9000

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S. Elles sont adressées après « Service fait ».

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- **Le numéro du bon de commande (à défaut, la facture sera rejetée) ;**
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG- FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du code de la sécurité sociale (notamment les autoentrepreneurs relevant du régime fiscal de la microentreprise).
- En cas de cotraitance :
- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

11.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 12 : PENALITES

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas les 1 000€ pour l'ensemble du marché.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont les suivantes :

- Retard dans un délai fixé dans le calendrier contractuel fourni par le titulaire : 100€ par jour ouvré de retard.
- Fixation des câbles non conforme : 100€ par jour ouvré à compter de l'expiration du délai laissé par la COMUE pour être en conformité.
- Défaillance du titulaire dans la formation : 50€ par défaillance constatée et notifiée au prestataire par mail.
- Non-respect du délai de réponse pour la maintenance : 100€ par jour ouvré de retard.

12.2 Pénalités pour absence à une réunion

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 100 euros par réunion.

12.3 Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de 50 euros (cinquante) par jour calendaire de retard dans

l'accomplissement des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code, dans les limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

12.4 Pénalités liées au repliement des installations de chantier, remise en état des lieux et nettoyage du chantier

En cas de retard constaté par la COMUE dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier et des zones affectées par l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 70 euros (soixante-dix) par jour calendaire de retard.

ARTICLE 13 : ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le soumissionnaire est tenu de justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 : RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements relatifs à la situation fiscale et sociale, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 15 : DROIT ET LANGUE

15.1 Différends et litiges

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

15.2 Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 16 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 3.2 déroge à l'article 13 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

L'article 4 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

L'article 5.2 déroge à l'article 20 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

L'article 6 déroge aux articles 30 et 33 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

L'article 12 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

L'article 13 déroge à l'article 9.2 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.